

Discours d'information médiatique et communication en temps de guerre

Autor(en): **Serrano, Yeny**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Studies in Communication Sciences : journal of the Swiss Association of Communication and Media Research**

Band (Jahr): **8 (2008)**

Heft 1

PDF erstellt am: **18.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-791006>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

YENY SERRANO*

DISCOURS D'INFORMATION MÉDIATIQUE
ET COMMUNICATION EN TEMPS DE GUERRE
ANALYSE PRÉLIMINAIRE DE LA COUVERTURE
INFORMATIVE DU CONFLIT ARMÉ EN COLOMBIE
PAR QUATRE JOURNAUX TÉLÉVISÉS NATIONAUX

Within the framework of a PhD on Science of Information and Media, dealing with the information discourse of media and armed conflicts, a preliminary analysis of television news coverage in the Colombian armed conflict was conducted. Information discourses of mass media result from a dual framework process. In cases of war, the first framework is mainly created by armed actors, who, in their role of *informative sources* are first to designate and describe the armed actors, their actions and the realities of an armed conflict. These actors use mass media to spread their psychological operations. The second framework involves the production of information discourses by the journalists based on a dual logic: commercial and democratic. Data was collected from the 12th to the 15th of June 2006. The data obtained confirms that war logic dominates the production of information, as Media visibility is controlled by the official sources (Armed Forces and Government).

Keywords: informative discourse, mediatic logic, military communication logic, content analysis, informative sources, armed actors' visibility.

* Université de Genève, yeny serrano@gmail.com

1. Introduction

Cherchant à comprendre comment les médias de masse informent les citoyens à propos d'une guerre, le travail de thèse sur lequel s'appuie cet article se concentre sur le cas du conflit armé interne en Colombie¹. Plus particulièrement, il s'agit d'analyser la couverture informative de ce conflit par quatre journaux télévisés de diffusion nationale.

La façon dont les médias de masse colombiens traitent le conflit armé a déjà fait l'objet de diverses analyses qui dénoncent la situation d'oligopole dans la production de l'information au niveau national. Deux grandes entreprises (Caracol et RCN) possèdent les plus importantes chaînes de télévision et de radio privées. Par ailleurs, il n'y a qu'un seul quotidien de diffusion nationale (El Tiempo). Les autres sont de diffusion régionale. Les grands médias privés appartiennent aux plus importants groupes économiques du pays (Groupe Santo Domingo et Ardila Lülle) qui possèdent également des entreprises dans divers secteurs économiques comme les télécommunications, la construction, la finance et l'alimentaire (Biblioteca Banco de la República 2002)².

Ainsi, la plupart de recherches menées entre la fin des années 1990 et le début des années 2000 critiquent les conséquences néfastes des critères de rentabilité des médias sur la qualité informative. En effet, la plupart des chercheurs expliquent comment la concurrence, non seulement entre médias, mais surtout entre journalistes, favorise la production de discours médiatiques dominés par un ton spectaculaire et alarmiste ainsi que par le manque de mise en contexte des nouvelles (López 2000 ; Banfi 2001).

Ces études ont mis en évidence que la plupart des informations concernant le conflit armé se limitent aux faits de guerre (attaques et confrontations entre groupes armés, massacres, déplacement de populations, enlèvements, etc.), au nombre de morts et aux pires souffrances des victimes (Bonilla 2002 ; Arias et al. 2003). D'ailleurs, les victimes du conflit sont souvent utilisées pour construire les récits informatifs (García & Rodríguez 2001). Ces récits sont la plupart du temps très épisodiques

¹ Ce conflit oppose les Forces Armées de l'État et les paramilitaires aux guérillas dont les FARC et l'ELN sont les plus importantes.

² [Http://www.canalrcn.com/quienesSomos/index.php/historia/](http://www.canalrcn.com/quienesSomos/index.php/historia/)

et descriptifs (Villadiego & Valencia 2001) et la dramatisation des faits devient un élément caractéristique (Banfi 2001). De plus, le rythme de la plupart des journaux télévisés est rapide et chaque nouvelle ne dépasse pas une durée limitée allant de 50 à 70 secondes (Banfi 2001). Cela rend difficile la mise en contexte de l'information et le recul des journalistes. De ce fait, les récits médiatiques deviennent de plus en plus courts, factuels et utilisent certains stéréotypes et certaines stigmatisations des acteurs sociaux. Même si ces aspects simplifient les récits informatifs (García & Rodríguez 2001 ; Banfi 2001), les professionnels de l'information se justifient en disant que les gens préfèrent ce type de journalisme (López 2003 ; Rincón & Ruíz 2002a, 2002b). En d'autres mots et à partir des recherches menées, les spécialistes affirment que les médias favorisent leur rentabilité économique au détriment de la qualité de l'information et de leurs engagements démocratiques à l'égard des citoyens (Abello 2001 ; López 2000, 2003 ; Villadiego & Valencia 2001).

Certes, ces études ont contribué à mieux comprendre le rôle des médias dans le contexte de guerre du pays. Pourtant, nous leur reprochons le fait de critiquer le caractère commercial des médias comme s'il ne s'agissait pas d'une caractéristique inhérente aux entreprises de l'information. En fait, depuis leur apparition, les médias de masse fonctionnent selon une double logique : commerciale et démocratique. Autrement dit, les médias remplissent une mission informative dans les sociétés, mais sont en même temps contraints à assurer la rentabilité de leurs activités (Chalaby 1998 ; Charaudeau 2005). Ce que l'on pourrait reprocher aux médias de masse est de ne pas expliciter ces contraintes économiques et d'engendrer de fausses attentes chez les citoyens pour qui la qualité de l'information dépendrait de son « objectivité »³.

Plus particulièrement, en ce qui concerne le conflit armé en Colombie et sa couverture informative par les principaux médias nationaux, les études menées attirent l'attention sur la précarité des conditions de travail des journalistes, surtout ceux qui ne travaillent pas dans la capitale. Alors que ces derniers bénéficient en général d'un contrat de travail stable ainsi que de plus de pouvoir de décision, les journalistes de province tra-

³ À propos de l'objectivité de l'information et l'idéal d'absence de subjectivité qu'elle peut, de façon erronée, supposer, voir Chalaby (1998) ; Serrano (2007).

vaillent à la pige ou en *free-lance* et sont soumis aux exigences de leurs collègues de Bogotá.

À propos des journalistes, leur travail dépend en grande partie des sources qu'ils utilisent pour élaborer leurs informations. Ils font appel aux témoins, aux victimes, aux autorités et à toutes ces personnes qui ont eu un contact direct avec la «réalité» dont ils veulent informer. Dans le cas d'une guerre, les acteurs armés sont une des principales sources journalistiques et le conflit armé en Colombie n'est pas une exception. Toutefois, le but des acteurs armés n'est pas de maintenir la population informée, mais de gagner la guerre au moindre coût possible. Par conséquent, dans leurs relations avec les médias, les acteurs armés instrumentalisent ces derniers pour diffuser leurs discours légitimateurs (Sabucedo, Rodríguez & Fernández 2002) et les messages conçus dans le cadre des opérations psychologiques. Ces dernières font partie de la stratégie militaire et permettent de remporter des victoires militaires moins coûteuses. La censure, la propagande, la diffusion de fausses informations, l'utilisation d'espions, etc. font partie de ces opérations psychologiques et leur but est de ruiner le moral de combat de l'ennemi, de maintenir le moral de ses propres troupes et de rallier la population civile à sa cause en délégitimant la cause de l'ennemi (Chaliand 1992 ; Géré 1997 ; Mandron 1992 ; Prestat 1992).

Le conflit armé en Colombie est aussi la scène où les acteurs armés ont besoin de se légitimer tout en ruinant l'image des adversaires. Ainsi, les Forces Armées de l'État et le gouvernement s'imposent comme les seules sources légitimes et exigent l'inconditionnalité des médias. Ceci va à l'encontre des exigences de qualité informative et d'«objectivité» de l'information pour lesquelles le recoupement de l'information et la pluralité des sources sont nécessaires. Par ailleurs, depuis 1997, l'État colombien s'est doté d'un cadre légal qui lui permet de restreindre l'accès de l'ennemi aux médias de masse. Il s'agit de la création de la Commission Nationale de Télévision (CNTV) qui est chargée de réguler le traitement d'actes violents par les émissions de télévision. Cet organisme public interdit la transmission et l'émission des communiqués et des messages des guérillas ou autres groupes liés à la subversion ou au terrorisme à travers les médias de masse (article 21, chapitre IV, accord 017 de 1997, CNTV). De plus, un groupe de propriétaires de grands médias nationaux estiment que leur devoir est de soutenir l'État, car, à leur avis, c'est le seul acteur armé légitime du

conflit. Cette position entraîne de nombreuses conséquences concernant la marge de manœuvre des journalistes pour exercer leur métier.

Alors que la plupart des journalistes en Colombie reconnaissent qu'en exerçant leur métier, ils accomplissent une mission civique de service à la communauté (López 2003 ; Rincón & Ruíz 2002a, 2002b), les recherches menées permettent de constater à quel point les contraintes économiques et le contexte de guerre du pays entravent l'accomplissement de cette mission.

Plus particulièrement sur le contexte de guerre en Colombie et les relations entre médias de masse et acteurs armés, les études dont nous venons de présenter succinctement les résultats s'accordent à dénoncer la manipulation que les acteurs armés exercent sur les médias pour gagner de la visibilité et faire passer leurs messages. À notre avis, ce type de critique n'est pas sans intérêt. Pourtant, elle nous semble insuffisante. Tout d'abord, les études consultées analysent le traitement donné par les médias aux acteurs armés irréguliers (paramilitaires et guérillas). Les Forces Armées de l'État ne sont pas prises en compte, comme si elles n'étaient pas un acteur armé du conflit. Ceci peut suggérer soit une censure directe, soit une prise de position partisane de la part des analystes, voire les deux. En effet, en situation de guerre, le rôle des acteurs armés en tant que sources journalistiques et leurs relations avec les journalistes ne peut pas être analysée uniquement d'un point de vue médiatique. Il ne suffit pas de se limiter à dénoncer la manipulation et le contrôle que les acteurs armés exercent sans tenir compte qu'ils agissent dans une logique de guerre. Le problème réside dans le fait que pour les journalistes, les acteurs armés sont des sources informatives, comme si leur objectif était d'informer, alors que pour les acteurs armés, les médias ne sont qu'un des instruments leur permettant de propager les messages élaborés dans un but strictement militaire.

Justement, avec notre travail de thèse, nous cherchons à apporter des éléments complémentaires pour mieux comprendre le rôle des médias de masse nationaux dans le conflit armé interne en Colombie. Cherchant à répondre à la question *Comment le conflit armé interne en Colombie est-il mis en mots et en images par les journalistes puis, mis en scène dans les dispositifs des journaux télévisés (selon une logique médiatique) à partir des discours premiers fournis par les sources armées (selon une logique de guerre)*, nous proposons un cadre théorique selon lequel les discours produits par les médias pour informer sur le conflit armé résultent d'un double processus

de cadrage⁴ (Esquenazi 2002). Tout d'abord, ce sont les sources qui effectuent le premier cadrage car elles sont les premières à décrire (désigner et qualifier) les événements propres au conflit pour qu'ensuite les journalistes (responsables du deuxième cadrage) produisent des informations selon les règles journalistiques et les mettent en scène selon les dispositifs médiatiques. Lorsqu'il s'agit d'une guerre, le travail de cadrage effectué par les sources est influencé par les nombreuses stratégies de guerre psychologique que les acteurs armés conçoivent dans le but de rallier la population civile et de justifier leur cause. Nous tenons à préciser que dans le cadre de notre thèse, nous nous limitons à l'analyse du produit informatif et non pas à sa réception.

Ainsi, l'analyse préliminaire dont cet article présente les résultats cherchait à établir comment les journaux télévisés de diffusion nationale en Colombie informent sur le conflit armé et comment sont désignés et qualifiés les acteurs armés et leurs actions dans les discours informatifs.

2. Méthode

2.1. *Corpus*

Pour cette analyse, nous avons choisi les journaux télévisés (JT) de diffusion nationale transmis dans l'horaire de plus grande audience (19h–22h) et enregistré les émissions du 12 au 15 juin 2006. Les journaux télévisés *Telepaís* et *CMÉ* sont diffusés par la chaîne publique *Canal Uno* et les journaux télévisés *Caracol Noticias* et *Noticias RCN* par les deux chaînes privées *Caracol* et *RCN*.

2.2. *Procédé*

La technique de l'analyse de contenu (Bardin 2001) a permis de comparer les 13 heures d'enregistrement et d'analyser les 55 reportages informatifs⁵

⁴ De l'anglais *framing*, cadrer l'information veut dire sélectionner certains mots pour élaborer un discours. Il s'agit de choisir certains aspects de la réalité perçue pour les mettre en évidence (Entman 1993 ; Tankard 2001 cité par Igartúa et al. 2006).

⁵ Concernant les journaux télévisés, nous parlerons également d'une information pour faire référence à l'unité qui commence avec l'introduction faite par la présentatrice ou le présentateur et qui finit en général avec une conclusion faite par le journaliste ou, dans certains cas, par les présentateurs.

sur le conflit armé (16 minutes 44 secondes). Pour établir si un reportage informatif entrainait dans la catégorie de conflit armé, nous avons retenu les critères suivants: a) un ou plusieurs acteurs armés sont mentionnés ou prennent la parole, b) le reportage fait explicitement référence au conflit armé, c) le reportage fait référence aux confrontations armées ou à leurs conséquences (victimes ou dégâts matériels).

À partir des enregistrements, nous avons procédé de la manière suivante. Tout d'abord, nous avons transcrit la totalité des JT. Seules les sections de sports et de divertissement n'ont pas été transcrites dans leur intégralité. Dans ces sections, le conflit armé n'est pas traité et de ce fait, ces sections relevaient moins d'intérêt pour nos analyses. Pour la transcription, nous avons suivi une grille dans laquelle la durée de chaque information, l'identité de l'énonciateur et les propos tenus ont été pris en compte. L'analyse de l'image n'a pas encore été suffisamment développée. Nous présenterons seulement quelques observations préliminaires.

Ensuite, avec le matériel transcrit, nous avons procédé à une première analyse de contenu dont l'unité d'enregistrement était la section. Autrement dit, les rubriques dans lesquelles les JT organisent les informations (nationale, internationale, sports, etc.). Chaque JT distingue ses différentes sections en changeant de présentateur ou avec une courte animation à l'écran qui indique le nom de la section (p. ex. photogramme 1 qui annonce la rubrique sport du JT *CM&*).

Nous avons également déterminé, la durée de ces rubriques et leur ordre d'apparition en partant de l'hypothèse que les premières sections (celles qui ouvrent le JT) sont plus importantes que les dernières. Dans le cas qui nous concerne, les quatre journaux télévisés ouvrent avec la rubrique d'information générale nationale et ferment avec une section de divertissement (figures 1 à 4). Nous y reviendrons par la suite.

Après cela, nous nous sommes concentrés sur les 55 reportages qui concernaient exclusivement le conflit armé, à savoir: 17 reportages diffusés par *Telepats*; 11 par *CM&*, 9 par *Caracol* et 18 par *RCN*. Il s'agissait d'analyser le cadrage donné aux acteurs armés dans les discours informatifs: Forces Armées de l'État, Paramilitaires et Guérillas. Le découpage



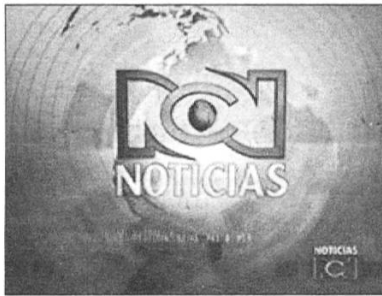
Photogramme 1:
JT CM&

s'est fait en fonction de ces acteurs. Comme unité de contexte, nous avons utilisé le reportage et nous avons mesuré la fréquence : par exemple, dans combien de reportages les journalistes et les sources informatives parlent de chaque acteur armé et dans combien de reportages chaque acteur armé joue le rôle de source journalistique. Avec ces mesures, le but était d'identifier les principales sources informatives ainsi que la visibilité médiatique en regardant l'accès que les acteurs armés ont eu aux médias pendant la semaine analysée.

2.3. Analyses

2.3.1. Caractérisation des Journaux Télévisés

Tout d'abord, signalons que les JT colombiens déploient d'importantes ressources humaines (de trois à cinq présentateurs par émission) (p.ex. photogrammes 2 à 6 pour le JT *Noticias RCN*) et logistiques. Ceci permet de se faire une idée à propos de l'importance donnée à ces aspects pour montrer la qualité de leur travail.



Photogramme 2:
Logo



Photogramme 3:
National/International



Photogramme 4:
Sports



Photogramme 5:
« Caza Noticias »



Photogramme 6:
Divertissement

Les figures 1 à 4 montrent les rubriques des JT dans leur ordre d'apparition ainsi que la durée moyenne de chacune de ces sections. L'importance donnée par un média de masse à une information peut être mesurée par sa présence ou absence dans la grille de programmation, sa place (ordre des informations) ou le temps (pour la radio et la télévision) et l'espace (pour la presse) accordés. Dans le cadre de cette analyse, nous avons mesuré l'importance donnée aux informations en fonction de la durée moyenne de celles-ci.

Ainsi, des différences entre les JT de la chaîne publique et les JT de deux chaînes privées peuvent être constatées. En ce qui concerne les deux journaux télévisés de la chaîne publique *Canal Uno* (*CMÉ* et *Telepaís*) et si l'on tient compte de la durée, les sections les plus importantes sont celles d'information générale⁶ (*CMÉ*, figure 2) et d'information internationale (*Telepaís*, figure 1). Dans le cas de *Noticias RCN* (chaîne privée *RCN*), les informations générales ont également pris plus de temps que les autres sections. Dans le cas de *Caracol Noticias*, c'est le sport. Pourtant les contraintes économiques dominent dans ces deux JT, car la publicité (2 à 3 pauses publicitaires au long de chaque émission) occupe une bonne partie de l'émission. Tant pour *Caracol Noticias* que pour *Noticias RCN*, il s'agit de la deuxième section après les informations générales (*RCN*, figure 4) et le sport (*Caracol*, figure 3). Pour *Caracol Noticias* la publicité prend presque un quart du temps total de l'émission (14 minutes sur approximativement une heure de JT). Finalement, *Caracol* et *RCN* ont privilégié les sections de sport et de divertissement. Pour *Noticias RCN*, ces deux sections représentent à peu près la moitié du temps total du JT.

En ce qui concerne un reportage informatif, la durée moyenne varie entre 50 secondes (*CMÉ*) et 1 minute 50 secondes (*Telepaís*). Pour les JT des chaînes privées, la durée d'un reportage est de 57 secondes (*RCN*) et 1 minute 15 secondes (*Caracol*).

⁶ Informations nationales présentées normalement dans la première partie du JT. Cette section se différencie des autres qui, en général, ont un nom particulier : *Les bonnes gens de Caracol*, *Economique*, *La chose politique*. Généralement, les présentateurs/-trices pour chaque section sont différents/-es.

Figure 1: Sections Telepaís (Durée aprox. 1 h)

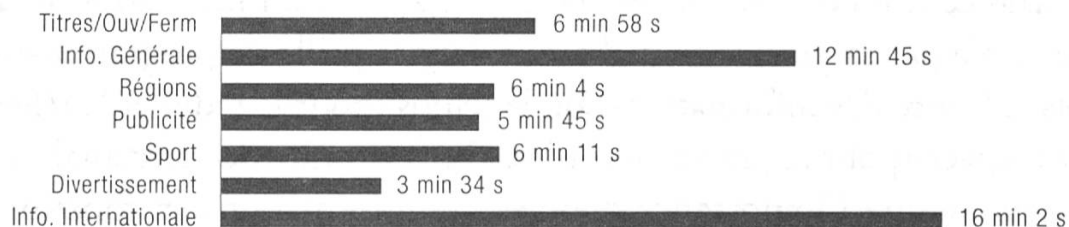


Figure 2: Sections CM& (Durée aprox. 45 min)

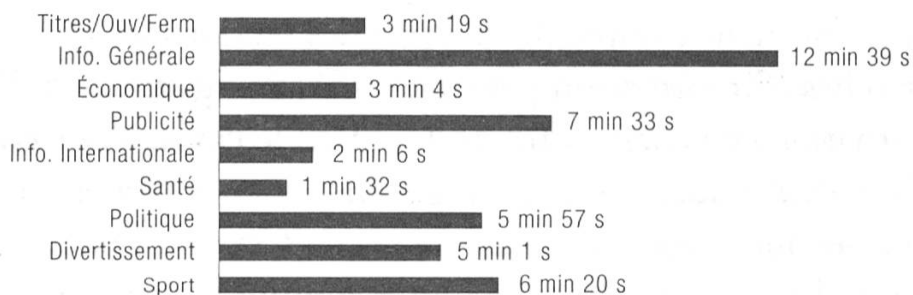


Figure 3: Sections Caracol (Durée aprox. 1 h)

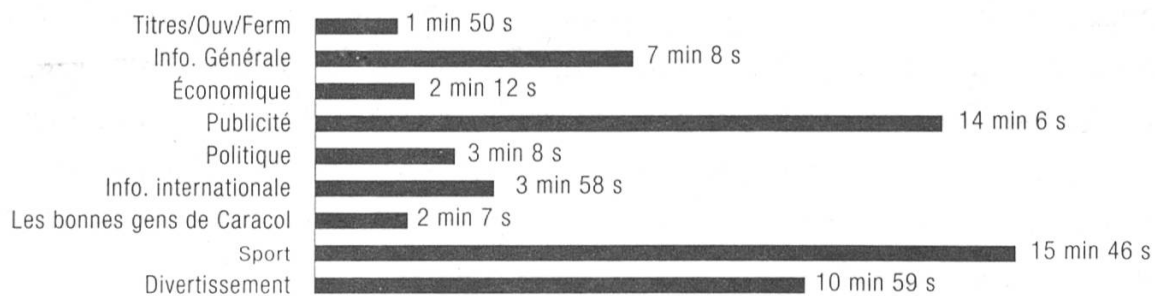
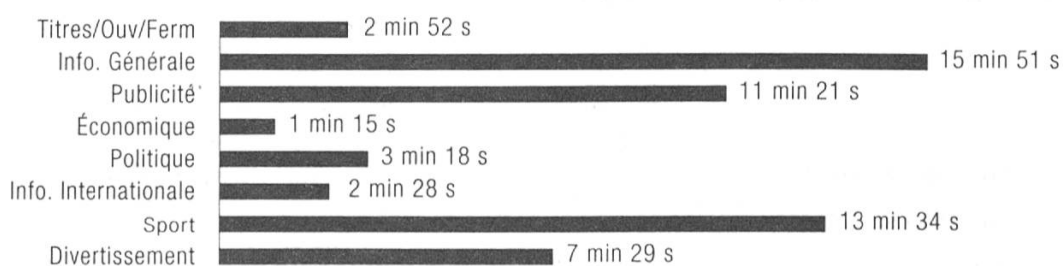


Figure 4: Sections RCN (Durée aprox. 1 h)

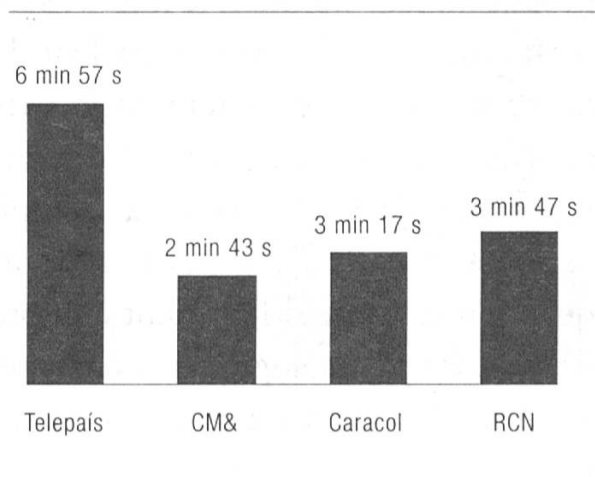


2.3.2. Couverture informative du conflit armé

Pour déterminer l'importance que les quatre JT analysés ont attribué au conflit armé du 12 au 15 juin 2006, nous avons regardé si ces informations ont été diffusées au début, au milieu ou à la fin de chaque journal télévisé. Ce sont les pauses publicitaires qui ont servi à découper les JT. Ensuite, nous avons mesuré le temps consacré au conflit armé. Ainsi, nous avons constaté que le conflit armé est une priorité dans l'agenda médiatique.

Tous les jours, les JT en parlent et généralement dans la première partie, autrement dit avant la première pause publicitaire, dans la section d'information générale. Le temps moyen (3 minutes 17 secondes, voir figure 5) que *Caracol Noticias* a donné au conflit armé représente 46 % de la section d'information générale. Dans le cas de *Noticias RCN*, les 3 minutes 47 secondes correspondent aux 24 % de la première section. En ce qui concerne les JT de la chaîne publique, *CM&* a utilisé 21 % de la rubrique d'information générale pour parler du conflit armé et *Telepaís* 54 %. La taille réduite de notre corpus ne nous permet pas pour l'instant de généraliser ces résultats, ni d'affirmer que le conflit armé est plus ou moins important pour tel ou tel JT. Il faut aussi tenir compte que les quatre JT n'ont pas la même durée : *CM&* dure 45 minutes en moyenne, *Caracol Noticias* et *Noticias RCN*, une heure et *Telepaís* deux heures. Pourtant, dans ce dernier cas, nous n'avons retenu que la première heure de JT, car dans la deuxième l'accent était mis sur les informations régionales et internationales et non pas sur le conflit armé qui est notre sujet de recherche.

Figure 5 : Durée moyenne des informations concernant le conflit armé par jour



2.3.3. Cadrage des acteurs armés et visibilité médiatique

Après cette description générale des JT et de la place occupée par le conflit armé, il s'agissait de savoir comment ces journaux télévisés ont

abordé les acteurs armés dans leurs discours informatifs du 12 au 15 juin 2006.

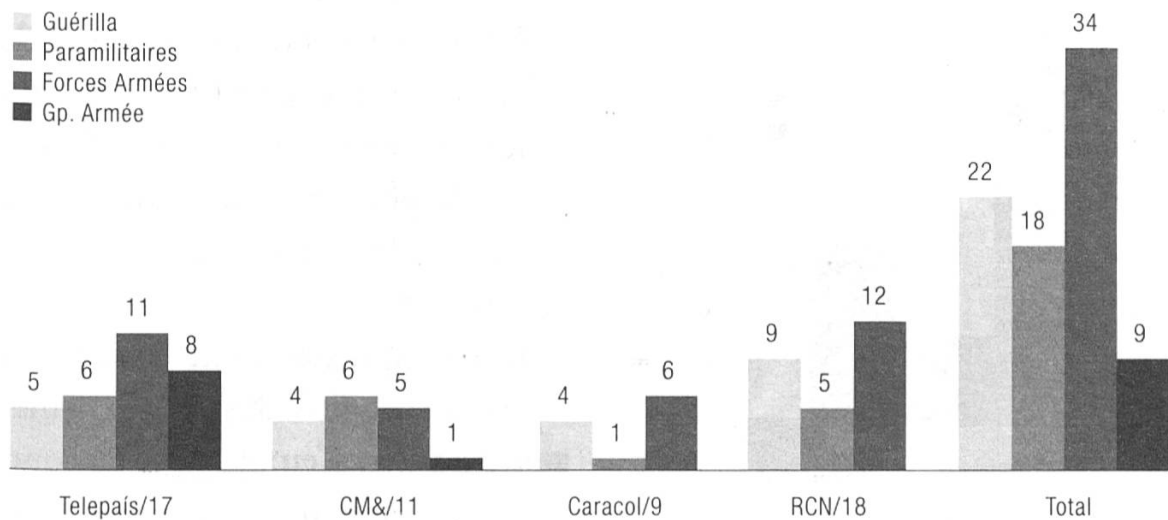
Les acteurs armés (Forces Armées de l'État, Paramilitaires et Guérillas) sont présents dans les reportages informatifs de deux manières. Soit, ils jouent le rôle des sources journalistiques et les journalistes rapportent leurs propos ou leur donnent le micro ; soit, ils sont le sujet dont les journalistes ou les sources informatives parlent. Dans ce dernier cas, les acteurs armés ne prennent pas directement la parole à l'écran. Dans le cadre de nos analyses, nous avons élaboré une grille de façon à établir, pour chaque reportage, quels acteurs armés remplissent la fonction de sources journalistiques et quels acteurs armés « sont parlés » par les autres. Il s'agit d'une question cruciale si l'on tient compte que tout acteur armé met en place des actions psychologiques et cherche à propager ses propres discours pour légitimer la violence exercée et chercher le soutien de la population. À ce niveau, le contrôle des médias de masse représente un grand avantage pour la diffusion de ces discours.

Pour la semaine qui nous concerne, les acteurs armés le plus fréquemment mentionnés dans les 55 reportages analysés sont les Forces Armées de l'État⁷ (34 reportages) et les guérillas (22 reportages) (figure 6). Certaines différences sont à remarquer entre les différents JT. Par exemple, *Telepaís* de la chaîne publique *Canal Uno* a parlé plus des Forces Armées de l'État : 11 reportages sur les 17 qui concernaient le conflit armé. Les JT des deux chaînes privées *Caracol* et *RCN* parlent plus des Guérillas que des Paramilitaires. Dans le cas de *Caracol* et sur les neuf reportages consacrés au conflit armé, quatre reportages mentionnent les Guérillas, alors que les paramilitaires ne sont mentionnés que dans un seul reportage. Pour *RCN*, nous avons recensé 18 reportages sur le conflit armé dont 12 parlent des Forces Armées, neuf des Guérillas et seulement 5 des Paramilitaires.

Dans certains cas, les journaux télévisés, tout particulièrement *Telepaís*, ne sont pas précis pour désigner les acteurs armés et parlent de « groupe armé ». En Colombie, cette désignation n'est jamais utilisée pour désigner les Forces Armées de l'État. Elle s'utilise exclusivement pour faire référence aux groupes armés irréguliers : paramilitaires et guérillas. Il s'agit pourtant de deux groupes aux origines et mode de fonctionnement bien différents.

⁷ Armée, Marine, Armée de l'Air et Police.

Figure 6: Acteurs armés dans les reportages informatifs (reportages faisant mention de chaque acteur armé)

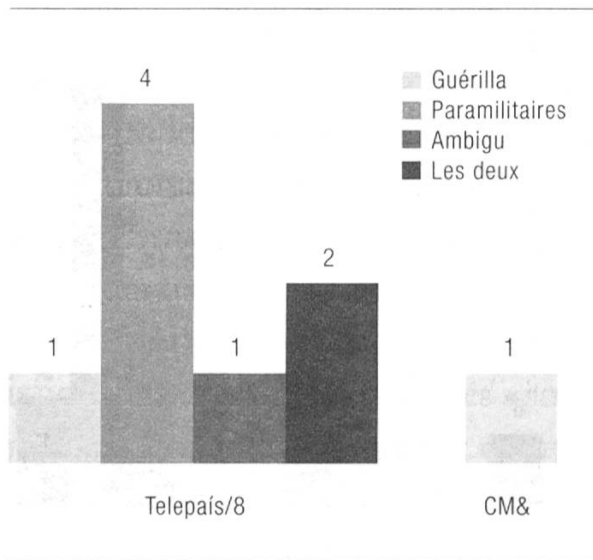


À ce propos, le gouvernement, dans une logique de guerre, affirme avec insistance que l'on ne peut pas mettre au même niveau les acteurs armés hors la loi et les forces armées qui représentent l'État.

L'utilisation de « groupe armé » peut engendrer des confusions, car il est suggéré aux téléspectateurs que tant les groupes paramilitaires que les guérillas peuvent être responsables de l'événement traité. Plusieurs raisons peuvent être à l'origine de ce comportement professionnel (l'urgence, les pressions, etc.). Néanmoins, compte tenu des liens dénoncés et prouvés à plusieurs reprises entre Forces Armées de l'État et groupes paramilitaires, il s'agirait d'une stratégie inscrite dans une logique de communication de guerre. L'objectif serait de confondre l'opinion publique en suggérant que l'ennemi (les guérillas) est responsable des actions violentes commises, en fait, par les alliés des Forces Armées (les paramilitaires).

L'étude menée par Flores & Crawford (2001) avait déjà souligné que dans les discours informatifs, les médias en Colombie avaient tendance à utiliser le terme « groupe armé » pour parler des paramilitaires. Dans le cas de cette préanalyse, ces résultats sont confirmés. Tout particulièrement avec *Telepáis* qui emploie « groupe armé » essentiellement pour désigner les paramilitaires sans pour autant le préciser depuis le début. Dans la semaine prise en compte, ce JT a diffusé 17 reportages sur le conflit armé

Figure 7: Quel acteur armé désigne la catégorie « groupe armé »



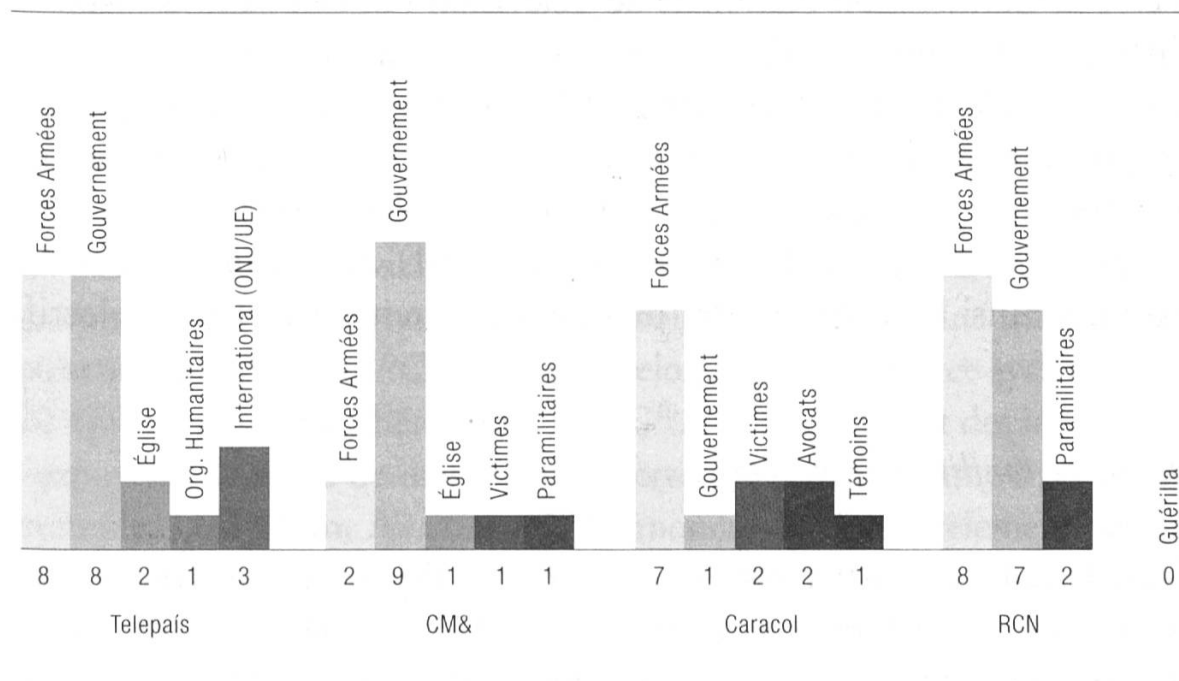
dont huit parlent des « groupes armés » et dans la moitié de cas, il s'agissait en fait des paramilitaires (figure 7).

Puisque les Forces Armées de l'État et les guérillas sont les acteurs armés dont les JT parlent le plus souvent, la deuxième étape de l'analyse cherchait à savoir si ce sont ces mêmes acteurs qui prennent la parole à l'écran : s'agit-il des acteurs armés qui parlent d'eux-mêmes ou sont-ils des « acteurs parlés » par leurs ennemis ? Pour cette partie de

l'analyse, nous nous sommes concentrés sur les sources journalistiques ou acteurs sociaux à qui les professionnels de l'information font appel pour élaborer leurs discours informatifs. Nous avons listé les sources journalistiques pour chaque reportage et ensuite compté dans combien de reportages chaque acteur de la liste jouait le rôle de source informative. Certes, lorsqu'il s'agit du conflit armé, ce ne sont pas seulement les acteurs armés qui remplissent la fonction de sources journalistiques. Pourtant, nous avons pu constater que les sources informatives non armées, par exemple, les témoins, les avocats, les ONG, etc. sont largement minoritaires. En fait, Les sources informatives bénéficiant de plus de visibilité médiatique sont les sources officielles : Forces Armées de l'État et Gouvernement (figure 8).

Même si les guérillas sont le deuxième acteur dont les quatre journaux télévisés ont le plus souvent parlé du 12 au 15 juin 2006 (figure 6), elles n'ont eu aucune visibilité médiatique. Tandis que les Forces Armées parlent par elles-mêmes, les guérillas sont un « acteur parlé » par l'Armée et la Police. Les journalistes de quatre JT ont fait appel aux Forces Armées de l'État dans 25 reportages (*Telepaís* 8 reportages ; *CM&* 2 ; *Caracol Noticias* 7 et *Noticias RCN* 8). Quant aux représentants du gouvernement, ils ont joué le rôle de sources journalistiques dans 25 reportages (*Telepaís* 8 reportages ; *CM&* 9 ; *Caracol Noticias* 1 et *Noticias RCN* 7). Ce résultat met

Figure 8: Sources informatives et visibilité médiatique (acteurs qui prennent la parole à l'écran)



en évidence le contrôle que les acteurs étatiques exercent sur les médias de masse ou la prise de position de ces derniers en faveur de l'État. En tant que représentante de l'État, l'Armée colombienne s'impose comme la seule source légitime et exige de ce fait l'inconditionnalité des médias. De plus, certains propriétaires des médias estiment que le rôle de leurs médias dans le conflit armé est de défendre l'État, car il s'agit d'un acteur légitime (Sierra 2001). Ainsi, en même temps qu'ils revendiquent à l'égard du public l'objectivité de leurs informations, ils prennent une position partisane qui va à l'encontre des exigences professionnelles journalistiques⁸ et des promesses faites aux citoyens qui consomment leurs discours informatifs.

La gestion des régimes de visibilité par les acteurs armés est très importante en ce qui concerne les relations avec les journalistes (Barbero 1999; Bonilla 2002). En Colombie, le gouvernement et les Forces Armées, dans leur logique de guerre, ont mis en place diverses stratégies dont le but est de propager leurs discours légitimateurs, autrement dit, leur

⁸ Pour une description complète des règles de la profession journalistique en Occident, voir Lemieux (2000, 2003).

propre version des faits concernant le conflit armé, en restreignant en même temps l'accès de l'ennemi aux médias. Parmi ces stratégies, l'État a créé la Commission Nationale de Télévision (CNTV) qui contrôle la diffusion et l'émission des messages et des communiqués des acteurs armés dans les médias (Arias et al. 2003). Cet organisme public permet au pouvoir en place de contrôler et de limiter l'accès médiatique des acteurs armés irréguliers, notamment des guérillas (accord 017 de 1997, chapitre IV, article 21, CNTV) (Bonilla 2001). Les sources officielles assurent ainsi la diffusion des messages cohérents avec leurs objectifs militaires.

2.3.4. Le conflit armé en images

Dans le cadre de notre recherche, il est non seulement important d'analyser le discours, mais également son rapport avec les images qui font partie de discours informatifs. Pour cela, nous n'avons pas encore établi une grille définitive, mais cette analyse préliminaire nous a permis de repérer les éléments sur lesquels nous pourrions nous concentrer par la suite. Dans cette partie exploratoire, il s'agissait de savoir quel type d'images les journaux télévisés montrent pour informer sur le conflit armé.

Pour cela, au moment des transcriptions et pour les reportages concernant le conflit armé, nous avons capturé une image chaque fois que le référent montré changeait⁹. Nous avons ensuite regroupé les photogrammes correspondant à chaque reportage et avons regardé essentiellement si les images destinées à informer sur le conflit armé montrent la guerre ou si le caractère violent du conflit est plutôt négligé. Ce que nous allons présenter par la suite n'est qu'une lecture flottante de ce corpus. En termes généraux, ce sont essentiellement des images des sources officielles (Forces armées de l'État et représentants du gouvernement) que l'on voit à l'écran en situation de conférence de presse ou d'interview. Par exemple, le photogramme 7 (*Noticias RCN*, 13 juin 2006) où l'on voit le Commandant des Forces Armées qui parlait de la réforme du code pénal militaire nécessaire pour récupérer le prestige et la crédibilité de la justice militaire. En

⁹ Nous avons utilisé le logiciel VLC pour la lecture des vidéos et la fonction *snapshot* (prise instantanée) pour la capture d'images.

revanche, aucun des JT n'a montré des images de guerre, ni de confrontation entre les acteurs armés. Au contraire, une image assez « aseptisée » du conflit domine.

Les journaux télévisés ont également mis l'accent sur les victoires militaires remportées par les Forces Armées contre la guérilla. Ces victoires concernent la capture de « présumés » guérilleros ou le démantèlement des infrastructures économiques et logistiques de ce groupe armé. Dans ces cas, les images proviennent de la Police ou de l'Armée. Dans le photogramme 8, on voit six hommes et un policier. Il s'agit d'une information présentée par *Noticias RCN* le 14 juin selon laquelle la police avait capturé 20 « présumés guérilleros » des FARC¹⁰. Il y a également des images qui « prouvent » la saisie de matériel de guerre. Le photogramme 9 en est un exemple. Le 14 juin, *Noticias RCN* annonçait le démantèlement par les Forces Militaires de cinq campements des FARC où il y avait des armes et des vaccins contre une maladie tropicale (leishmaniasis).

À ce propos, il faudrait revenir sur les études menées à la fin des années 1990. À l'époque, les négociations entre les FARC et le gouvernement du président Pastrana avaient lieu (1999–2002). Les études avaient montré que pour informer sur le conflit armé, les médias colombiens se limitaient à couvrir les faits de guerre. Les chercheurs dénonçaient le ton sensationnaliste et le manque de respect professionnel à l'égard des victimes. Lorsqu'il s'agissait des guérillas, les informations étaient construites sous forme de récits émouvants qui mettaient l'accent sur la tragédie des victimes. En revanche, lorsqu'il s'agissait de couvrir les actions armées des groupes paramilitaires, les récits informatifs se limitaient à décrire les faits et à recenser le nombre de victimes (Bonilla 2002 ; Flores & Crawford 2001 ; López 2003). Face à ces constats, divers débats ont été menés à l'intérieur des médias sur la manière d'informer sur le conflit armé. Dans ces discussions, les professionnels de l'information ont surtout fait appel à leur engagement de service à la collectivité et ont (re)défini leurs manuels de rédaction et suivi des séminaires, etc. Malgré cela, la couverture informative du conflit armé n'est toujours pas satisfaisante puisque les exigences de rentabilité et les pratiques de communication déployées par les acteurs

¹⁰ Première guérilla du pays par le nombre de personnes en armes (entre 18 000 et 20 000 ; IISS 2005 : 204) et l'ancienneté du groupe armé qui existe depuis 1964.

armés en temps de guerre ont joué et continuent à jouer un rôle prédominant dans le processus d'élaboration des informations par les médias de masse nationaux. C'est d'ailleurs ce sur quoi nos analyses définitives vont s'attarder.

Apparemment, il existerait une différence entre la couverture informative du conflit armé lors des pourparlers de paix entre Pastrana et les FARC et la couverture informative actuelle sous le gouvernement du président Alvaro Uribe. Dans le premier cas, les récits informatifs se sont concentrés sur les faits de guerre, alors qu'en juin 2006, les JT montrent une image moins violente du conflit, centrée sur les victoires des Forces Armées. Ainsi, à l'époque des négociations avec les FARC, les médias ont plutôt favorisé l'idée que la politique de paix du gouvernement n'était pas convenable face aux actes violents de ce groupe armé (López 2003). Si l'on tient compte du fait que le président Pastrana (1998–2002) a été élu suite à une campagne où la paix fut le thème central, alors que l'actuel président Uribe (au pouvoir depuis 2002 et réélu en 2006) a promis une guerre sans répit contre les guérillas pendant sa première campagne présidentielle (Velásquez 2002), les différences entre les types de couverture informative s'expliqueraient par le contexte de guerre et les stratégies communicationnelles mises en place dans ce cadre. Ceux qui contrôlent la visibilité médiatique, en l'occurrence les sources officielles, se forcent d'imposer leur version du conflit en essayant toujours de délégitimer l'ennemi. Dans le cas du processus de paix avec les FARC, c'était la faute de la guérilla si la paix n'a pas été trouvée, et dans le cas actuel, c'est l'ennemi qui est en train de perdre la guerre.

Centrés sur les victoires militaires, les reportages informatifs du 12 au 15 juin 2006 montrent que les règles professionnelles journalistiques, comme la pluralité des sources et le recoupement de l'information, n'ont pas toujours été respectées. L'utilisation fréquente de termes tels que « présumé », pour parler des personnes que les Forces Armées arrêtent, suggère que l'information n'est pas totalement confirmée, mais que le journal télévisé décide quand même d'en parler. Ceci est dû, en partie, aux pressions subies par les journalistes. Souvent, leur vie est en danger ou le temps dont ils disposent pour effectuer leur travail n'est pas suffisant.

*Photogramme 7**Photogramme 8**Photogramme 9*

2.3.5. Traitement informatif des acteurs armés

Les études menées depuis la fin des années 1990 montraient déjà le traitement inégal que les acteurs armés irréguliers recevaient de la part des médias de masse en Colombie. L'analyse proposée par Flores & Crawford (2001) soulignait qu'en moyenne les journaux télévisés donnaient plus de temps aux informations sur les paramilitaires qu'aux informations sur les guérillas. Ces dernières étaient toujours accompagnées de témoignages des victimes alors que les informations sur les paramilitaires se limitaient à décrire des faits concrets comme le nombre de morts dans une confrontation armée. Par ailleurs, les termes utilisés pour désigner les guérillas étaient plus précis (« subversifs », « FARC », « ELN »¹¹, « guérilla », etc.). En revanche, les désignations pour les groupes paramilitaires étaient plus ambiguës (« acteurs armés »).

Toutefois, ces études n'ont pas comparé le traitement informatif que les médias donnent à tous les acteurs armés, notamment les Forces Armées de l'État. Face à ce constat, cette analyse préliminaire compare le traitement que *Telepaís*, *CM&*, *Caracol* et *RCN* ont donné tant aux acteurs armés réguliers (Forces Armées de l'État) qu'irréguliers (paramilitaires et guérillas). En effet, ils agissent tous dans une logique de guerre. Leur but est de remporter la victoire et non pas d'informer la population. Comme nous l'avons dit précédemment, en profitant de leur rôle de sources informatives, les acteurs armés utilisent les communications transmises à travers les médias de masse pour diffuser leurs opérations psychologiques et ainsi légitimer leur cause tout en délégitimant l'image de l'ennemi. En Colombie, ceci est essentiellement valable pour les sources officielles qui contrôlent l'accès aux médias et bénéficient de la quasi-totalité de la visibilité médiatique.

¹¹ Deuxième guérilla du pays, après les FARC.

Pour cette partie de l'analyse, nous avons repéré les catégories utilisées par les JT pour désigner chaque acteur armé. Ensuite, nous avons noté les thèmes à propos desquels les JT informaient et le type d'image montrée à l'écran lorsqu'il s'agissait des acteurs armés. Avec le corpus réduit sur lequel nous nous sommes appuyé, nous n'avons pas constaté de grandes différences entre les différents JT. Nous présentons donc nos observations d'une manière générale.

2.3.6. *Forces Armées de l'État*

Lorsque les journalistes parlent de l'Armée et de la Police ou lorsque les représentants de ces institutions interviennent dans les JT en tant que sources, elles sont désignées selon la force armée en question et le nom ainsi que le grade de la personne sont mentionnés. Dans le photogramme 7 (*Noticias RCN*, 13 juin 2006), on voit à l'écran le *Général Carlos Alberto Ospina. Commandant des Forces Militaires*. Du 12 au 15 juin 2006, il a surtout été question des procès de certains membres des Forces Armées pour leur implication dans divers délits (vol d'argent appartenant aux FARC¹², enlèvement d'un commerçant¹³ et assassinat de membres de la Police¹⁴). Il s'agissait de montrer que ces procès judiciaires et la réforme du code pénal militaire allaient permettre aux Forces Armées de récupérer leur prestige à l'égard de la population. En général, les Forces Armées interviennent dans les JT pour parler des combats contre la guérilla en soulignant les victoires militaires remportées : démantèlement des infrastructures économiques des FARC¹⁵, arrêt de leurs membres¹⁶ et saisie de matériel de guerre¹⁷.

¹² Information traitée le 12 juin 2006 par *CMÉ*, *Caracol Noticias* et *Noticias RCN* ainsi que le mercredi 14 juin par *Caracol Noticias* et *Noticias RCN*.

¹³ Information traitée le 14 juin par *Noticias RCN* et le 15 juin 2006 par *CMÉ*, *Caracol Noticias* et *Noticias RCN*.

¹⁴ Affaire connue sous le nom de « Affaire Jamundí » (lieu où certains membres de l'Armée ont assassiné 10 policiers et un civil. Cette information a été traitée le 12 juin par *CMÉ*, *Caracol Noticias* et *Noticias RCN*.

¹⁵ Par exemple, l'émission de *Noticias RCN* diffusée le 12 juin à propos du démantèlement d'un réseaux financier d'un des commandants des FARC.

¹⁶ Le 14 juin *Noticias RCN* annonçait l'arrêt de 20 présumés guérilleros.

¹⁷ *Noticias RCN*, 12 et 14 juin; *CMÉ*, 14 juin.

2.3.7. Paramilitaires

Les JT désignent ces groupes comme « paramilitaires » ou « autodéfenses » apparemment de manière indifférenciée. À ce propos, Barón et Valencia (2001) ont analysé les quotidiens *El Tiempo* (diffusion nationale) et *El Colombiano* (quotidien de diffusion régionale de la zone d'où l'actuel président Alvaro Uribe est originaire). Leurs résultats mettaient en évidence que le journal national parlait des paramilitaires alors que le quotidien régional les désignait comme autodéfenses. Dans ce deuxième cas, le lien avec les Forces Armées de l'État est moins évident et la légitimité donnée au groupe est différente. Il s'agit donc d'un aspect sur lequel nous devons encore approfondir lors de nos analyses définitives.

Comme nous l'avons déjà mentionné, dans certains cas, les journalistes ou les sources utilisent la catégorie ambiguë de « groupe armé »¹⁸. En juin 2006, les informations concernaient essentiellement la crise des négociations avec le gouvernement. Les journaux télévisés diffusaient également des informations sur les dénonciations à propos du réarmement de 24 ou 25 nouveaux groupes armés paramilitaires¹⁹.

En ce qui concerne les images, les téléspectateurs ont vu certains chefs paramilitaires démobilisés, comme par exemple dans le photogramme 10 : Ernesto Báez, « porte-parole des démobilisés ». Le 13 juin, il affirmait que si les 30 000 démobilisés devaient aller en prison 40 ans, ils préféreraient reprendre les armes (*Noticias RCN* et *CMÉ*, 13 juin 2006). Les JT analysés montrent également des images de la réunion tenue par les chefs paramilitaires suite à la crise des négociations avec le gouvernement. À cette occasion, les journalistes n'ont pas pu entrer ni avoir de communiqués officiels. La logique commerciale des médias contraint ces derniers à parler d'un sujet dont la concurrence parle également. Même si le matériel disponible ne remplissait pas les conditions imposées par les règles professionnelles, les quatre JT ont traité le sujet. De ce fait, les JT suggèrent le caractère secret de cette réunion en montrant les images des participants de loin et cachés par des palmiers laissant comprendre que les caméras ne pouvaient plus s'approcher (photogramme 11, Journal Télévisé *CMÉ*,

¹⁸ Notamment, le JT *Telepáts* le 13, 14 et 15 juin 2006.

¹⁹ *Telepáts* le 13 juin, *CMÉ* le 14 juin et *Telepáts* et *Noticias RCN* le 15 juin.



Photogramme 10



Photogramme 11



Photogramme 12

14 juin 2006). Enfin, les images qui revenaient sans cesse correspondaient à celles enregistrées quelques mois auparavant lors des démobilisations des groupes paramilitaires et de la remise de leurs armes : des drapeaux blancs, le drapeau colombien, des hommes en rangs portant un uniforme, mais sans armes et souriants (ex. photogramme 12²⁰). Ainsi, les JT ont mis l'accent sur le succès des accords entre gouvernement et groupes paramilitaires. Il faut pourtant préciser qu'en 2004, on parlait d'un peu plus de 10 000 hommes dans les groupes paramilitaires (IISS 2005 : 204), alors qu'actuellement le gouvernement se vante d'avoir démobilisé entre 30 000 et 40 000 paramilitaires. Face à cette différence, des organisations de défense des droits humains et même des représentants du gouvernement affirment que les narcotrafiquants se sont fait passer pour des paramilitaires afin de bénéficier de la loi de Justice et Paix²¹. Le haut commissaire pour la paix affirmait que 48 heures avant la démobilisation au département d'Antioquia, les paramilitaires avaient regroupé et payé des délinquants pour les présenter comme membres de leurs groupes armés (*Revista Semana*, 27 septembre 2004).

2.3.8. Guérillas

Sur les 22 reportages informatifs concernant les guérillas, la plupart parlent des FARC. La seule exception est l'information sur le suicide d'un

²⁰ Ce type d'images ont été diffusées par *Noticias RCN* le 13 et le 14 juin ; par *Telepás* le 13, 14 et 15 juin et *CM&* le 13 et 14 juin 2006.

²¹ La loi de Justice, Paix et Réparation encadre le processus avec les paramilitaires. Cette loi est critiquée, car elle institutionnalise l'impunité et la paramilitarisation de la société. En effet, elle substitue la peine de prison, même pour des crimes de lèse humanité, par une peine alternative. Il s'agit d'une privation de la liberté de 5 à 8 ans au maximum, et une période semblable de liberté à « preuve ».

« jeune homme » accusé d'appartenir à l'ELN. Le mercredi 14 juin, *Caracol Noticias*, *Noticias RCN* et *Telepáis* annonçaient cette nouvelle. On disait que le jeune universitaire recrutait des étudiants à Bogotá pour son groupe armé. Les informations disaient qu'il avait été capturé le vendredi d'avant, que pendant le week-end, il avait reçu une visite familiale, et que suite à cette visite, il était devenu très nerveux, voire déprimé, puis qu'il s'était suicidé. Le traitement donné à cette information est intéressant du point de vue des sources informatives. En effet, le témoignage des membres de la famille du « jeune homme » aurait pu être pris en compte. Nous l'avons dit à plusieurs reprises, les règles de la profession journalistique imposent aux professionnels de consulter plusieurs versions. Et pourtant dans ce cas, les téléspectateurs n'ont eu que la version de la source officielle, en l'occurrence la Police Métropolitaine de Bogotá. Toutefois, chaque journal télévisé a adopté une stratégie différente pour se distancier plus ou moins de cette version.

Des trois JT qui traitent cette information, *Caracol Noticias* est le seul à parler au conditionnel laissant supposer que le suicide est une hypothèse : « La police a confirmé que la mort dans un cachot de la DIJIN de Francisco Gamboa Medina, signalé comme guérilléro de l'ELN et arrêté vendredi dernier, *s'agirait* d'un suicide »²³ ; (Présentatrice María Lucía Fernández, *Caracol Noticias*, 14 juin 2006).

Noticias RCN prend moins de recul par rapport à la version fournie par le commandant de la Police de Bogotá. L'introduction de la présentatrice suggère un lien de cause à effet entre le fait d'avoir reçu une visite familiale, devenir nerveux et se suicider, comme si cela était évident : « Ce week-end, nous avons présenté un jeune universitaire détenu et accusé de recruter des jeunes pour l'ELN à Bogotá. Hier une visite qu'il a reçue dans le cachot de la SIJIN²⁴ l'a rendu très²⁵ nerveux. [Brève pause de la présentatrice] Ce matin, il s'est suicidé » ; (Présentatrice Marcela Baena, *Noticias RCN*, 14 juin 2006).

²² DIJIN : Direction Centrale de la Police Judiciaire.

²³ Traduction de l'espagnol faite par l'auteure.

²⁴ SIJIN : Bureau régional de la Police Judiciaire.

²⁵ C'est nous qui soulignons pour marquer l'accent mis par la présentatrice lors de l'énonciation de ce mot.

Telepaís adopte une autre stratégie pour se distancer de la version de la source officielle qui consiste à diffuser un plus grand segment de la conférence de presse donnée par la Police. De cette façon, le journaliste ne se réapproprie pas le discours de la source, alors que dans les reportages de *Caracol* (même s'ils utilisent le conditionnel) et *RCN*, les journalistes, dans leurs discours, énoncent eux-mêmes une partie de la version officielle. Toutefois, ces trois JT ne proposent aux téléspectateurs qu'une seule version. L'appartenance au groupe armé et le suicide sont affirmés par la source officielle et repris par les JT. Il s'agit encore une fois d'un cas qui confirme que dans un contexte de guerre, les règles de la profession journalistique sont transgressées. Comme nous l'avions déjà mentionné, en Colombie, certaines sources ne peuvent être consultées par les journalistes, notamment les guérillas, car l'État s'impose comme la seule source légitime et refuse que les journalistes mettent au même niveau l'État et son ennemi qualifié de « terroriste » (Sierra 2001).

En ce qui concerne les 19 reportages informatifs sur les FARC, ce groupe armé est désigné comme « délinquant », « terroriste » et « subversif »²⁶. Il s'agit notamment de catégories que les sources officielles imposent pour délégitimer ce groupe armé en lui niant tout caractère politique. Dans les discours informatifs, les FARC sont fortement associées au narcotrafic et aux activités illicites comme le blanchiment d'argent²⁷. Les JT parlent également des richesses appartenant à ce groupe armé, de leurs hôpitaux modernes et de gigantesques complexes²⁸ dans la forêt sans que des images puissent confirmer ces affirmations. Le plus souvent, les JT montrent les images de personnes capturées par les Forces Armées désignées comme des « présumées » guérilleros (photogramme 8). Autrement dit, ces personnes que l'on voit à l'écran pourraient ne pas appartenir à ces groupes armés. Les JT montrent également des images de personnes, de villes ou villages et d'infrastructures que les FARC auraient attaqués. Et pourtant, les téléspectateurs n'ont pas vu non plus les dégâts causés qui prouveraient ces attaques. En revanche, les téléspectateurs ont vu des tours électriques en bon état (photogramme 13, *CMÉ*, 13 juin : information sur une atta-

²⁶ Par exemple, *CMÉ* du 12 et 13 juin et *Telepaís* du 13 juin.

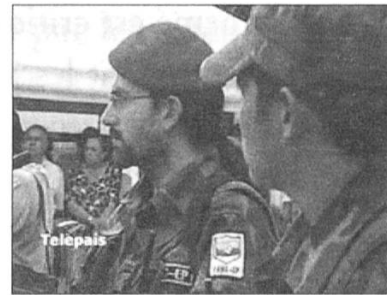
²⁷ *Telepaís* du 12 juin, *Caracol Noticias*, 13 juin, *Noticias RCN*, 12 juin, 14 juin.

²⁸ *Noticias RCN* 12 de juin.

que des FARC au Nord du pays). Par ailleurs, les seules images où l'on voit des guérilleros en uniforme correspondant, semble-t-il, aux images enregistrées



Photogramme 13



Photogramme 14

des années auparavant lors des négociations tenues entre les FARC et l'ancien président Pastrana, comme le 13 juin 2006 (photogramme 14, *Telepais*) où l'on voit un plan rapproché de deux guérilleros et en arrière plan des civils. Pourtant, dans ce cas, l'information concernait la situation délicate d'ordre public à Santander – Nord du pays – à cause des attaques des FARC. Compte tenu que les guérillas n'ont eu aucune visibilité médiatique en juin 2006 et qu'il s'agit d'un acteur armé « parlé » par leurs ennemis, il est possible d'affirmer que les sources officielles, en profitant du contrôle qu'elles ont sur les médias, utilisent les journaux télévisés pour propager leurs propres discours. Avec ces discours, les Forces Armées sont en train de gagner la guerre (capture de guérilleros, saisie de matériel de guerre) et diabolisent l'ennemi (associé aux activités illicites et criminelles). En revanche, les discours légitimateurs des acteurs armés irréguliers, notamment des guérillas ne sont pas diffusés dans les médias de masse. Ainsi les téléspectateurs n'ont accès qu'à une seule version des faits.

3. Discussion

Cette analyse préliminaire avait pour but de donner les premiers éléments de réponse à nos questions de départ : comment les journaux télévisés de diffusion nationale en Colombie informent-ils sur le conflit armé et plus particulièrement comment sont désignés et qualifiés les acteurs armés et leurs actions dans les discours informatifs. Certes, de nombreuses études ont été menées à ce propos. Toutefois, très peu, si ce n'est aucune étude parmi celles qui ont été consultées, ont pris en compte le rôle que la logique de communication de guerre joue dans le processus de production de l'information. Très fréquemment, l'influence néfaste du souci de rentabilité des médias en Colombie sur l'objectivité de l'information concernant

le conflit armé est critiquée. Même si les règles de la profession journalistique contraignent les professionnels à recouper l'information, respecter la pluralité des sources, donner le même temps et/ou espace à toutes les versions disponibles sur un fait (voir les manuels de rédaction ou l'Accord pour la discrétion analysé par Serrano, 2006), le contexte de guerre de ce pays ainsi que les conditions imposées par les acteurs qui contrôlent l'accès aux médias ont une influence prépondérante sur l'agenda médiatique et le traitement informatif du conflit armé.

Ainsi, la confrontation armée à laquelle les téléspectateurs ont accès correspond essentiellement à la version que les sources officielles (gouvernement et Forces Armées de l'État) veulent imposer. En termes généraux, les journaux télévisés nationaux en Colombie montrent une image « aseptisée » du conflit comme s'il n'y avait pas de confrontation armée. L'Armée et la Police, seuls acteurs à accéder aux médias, insistent sur les victoires remportées sur l'ennemi. Les guérillas sont des acteurs dont les journaux télévisés de diffusion nationale parlent tous les jours, mais elles n'ont aucun accès aux médias. Elles sont « parlées » par l'Armée et la Police, qui les montrent comme des narcotrafiquants en train de perdre la guerre et sans aucun but politique. Les images fournies par les sources officielles ne sont toutefois pas en mesure de prouver que leurs ennemis sont en train de s'enrichir et d'exercer des activités illicites. La seule preuve est la parole affirmée et réaffirmée par les Forces Armées et les représentants du gouvernement.

Le processus de paix avec les paramilitaires promu par le gouvernement du président Uribe est montré dans les journaux télévisés comme une victoire de ce gouvernement. À part les interviews des quelques chefs paramilitaires démobilisés, les sources informatives privilégiées par les journaux télévisés sont les représentants du gouvernement et des Forces Armées de l'État. Les délits commis par ces dernières sont présentés comme des actes isolés qui ne correspondent pas à une situation généralisée de l'Armée ou de la Police.

L'ensemble de ces résultats met en évidence que les règles que les médias et les journalistes revendiquent avec insistance ne sont pas respectées. Dans ces conditions, le débat sur le rôle que les médias de masse jouent dans l'évolution du conflit armé ne peut pas continuer à négliger et ignorer que les règles de la profession journalistique ne sont pas

compatibles avec la guerre psychologique menée par les acteurs armés. Dans cette guerre, les médias sont instrumentalisés non pas pour « informer » la population colombienne, mais pour propager les discours légitimateurs d'un des acteurs, celui qui représente l'État.

Références

- ABELLO, J. (2001). El conflicto armado como espectáculo del infoentretenimiento. Dans : J. BONILLA & G. PATIÑO (éds.). *Comunicación y Política. Viejos conflictos, nuevos desafíos*. Bogotá: Centro Editorial Javeriano: 412–420.
- ARIAS, E. et al. (2003). *Tratamiento de los actos violentos en los noticieros de la televisión colombiana*. Bogotá: Trabajo del grupo de investigación de la Escuela de Comunicación Social y Periodismo, Universidad Sergio Arboleda.
- BARBERO, J. (1999). Imágenes y Política. Dans : J. BARBERO & G. REY (éds.). *Los Ejercicios del ver: Hegemonía audiovisual y ficción televisiva*. Barcelona: Gedisa: 51–85.
- BARDIN, L. (2001 [1977]). *L'analyse de contenu. Le psychologue*. Paris: PUF.
- BARÓN, L. & VALENCIA, M. (2001). Medios, Audiencias y Conflicto Armado. Representaciones sociales en comunidades de interpretación y medios informativos. *Controversia* 178: 43–81.
- BIBLIOTECA BANCO DE LA REPUBLICA (2002). *Guía Temática de Economía. Grupos Económicos de Colombia*, Bogotá.
- BONILLA, J. (2001). Comunicación, televisión y guerra. *Debates. Revista Institucional de la Universidad de Antioquia* 32: 143–160.
- BONILLA, J. (2002). Periodismo, Guerra y Paz. Campo intelectual periodístico y agendas de la información en Colombia. *Signo y Pensamiento* 40/XXI: 53–70.
- CHALABY, J. (1998). *The Invention of Journalism*. London: MacMillan Press LTD.
- CHALIAND, G. (1992). *La persuasion de masse. Guerre psychologique, guerre médiatique*. Paris: Éditions Robert Laffont.
- CHARAUDEAU, P. (2005). *Les médias et l'information. L'impossible transparence du discours*. Bruxelles: De Boeck Université.
- ENTMAN, R. (1993). Framing: Toward Clarification of a Fractured Paradigm. *Journal of Communication* 43: 51–58.
- ESQUENAZI, J.-P. (2002). *L'écriture de l'actualité. Pour une sociologie du discours médiatique*. Grenoble: Presses universitaires de Grenoble (PUG).
- FLORES, P. & CRAWFORD, L. (2001). El papel de los relatos noticiosos en la construcción de un proyecto comunicativo para la paz en Colombia. *Diálogos de la Comunicación* 61. Lima: Federación Latinoamericana de Facultad de Comunicación Social: 46–55.
- GÉRÉ, F. (1997). *La guerre psychologique*. Paris: Economica.
- IGARTÚA, J. et al (2006). Efectos cognitivos y afectivos de los encuadres noticiosos de la inmigración. Dans : J. IGARTÚA & C. MUÑIZ (éds.). *Medios de comunicación. Inmigración y sociedad*. Salamanca: Ediciones Universidad de Salamanca: 197–232.

- LEMIEUX, C. (2000). *Mauvaise presse. Une sociologie compréhensive du travail journalistique et de ses critiques*. Paris: Éditions Métailié.
- LEMIEUX, C. (2003). Faux débats et faux-fuyants. De la responsabilité des journalistes dans l'élection du 21 avril 2002. Dans: V. DUCLERT; C. PROCHASSON & P. SIMON-NAHUM (éds.). *Il s'est passé quelque chose ... le 21 avril 2002*. Paris: Denoël: 19–41.
- LÓPEZ, F. (2000). Periodismo informativo y comunicación del conflicto armado y del proceso de paz en Colombia: consideraciones teóricas. *Diálogos de la Comunicación* 59–60. Lima: Federación Latinoamericana de Facultad de Comunicación Social: 293–306.
- LÓPEZ, F. (2003). Ética periodística, verdad noticiosa sobre el conflicto armado y reconciliación nacional en Colombia. Communication présentée à la conférence internationale «Colombia: Caminos para salir de la violencia», Frankfurt, 27–28/6/2003.
- MANDRON, G. (1992). Guerre psychologique et terrorisme. Dans: G. CHALIAND (éd.). *La persuasion de masse. Guerre psychologique, guerre médiatique*. Paris: Éditions Robert Laffont: 209–232.
- PRESTAT, M. (1992). De la guerre psychologique à la guerre médiatique. Dans: G. CHALIAND (éd.). *La persuasion de masse. Guerre psychologique, guerre médiatique*. Paris: Éditions Robert Laffont: 25–85.
- SABUCEDO, J.M.; RODRÍGUEZ, M. & FERNÁNDEZ, C. (2002). Construcción del discurso legitimador del terrorismo. *Psicothema* 14: 72–77.
- SERRANO, Y. (2006). Conflicto armado e información. Una reflexión sobre las reglas de conducta profesional periodística que dicta el Acuerdo por la Discreción. *Diversitas: Perspectivas en Psicología* 2/1. Bogotá: Universidad Santo Tomás: 105–123.
- SERRANO, Y. (2007). L'«objectivité» journalistique: droit des citoyens, devoir des journalistes?. *Les c@hiers de psychologie politique* 10, Février 2007.
- SIERRA, J. (2001). Incidencia de los medios de comunicación en el conflicto colombiano, Sistema de información de la defensa nacional. [Http://www.mindefensa.gov.co](http://www.mindefensa.gov.co) [november 2001]
- THE INTERNATIONAL INSTITUTE FOR STRATEGIC STUDIES (2005). *The Military Balance 2004/2005*. Oxford: Oxford University Press.
- VELÁSQUEZ, C. (2002). ¿Medios y periodistas arrollados por una corriente de opinión?. *Palabra Clave* 6: 43–58.
- VILLADIEGO, M. & VALENCIA, D. (2001). Prensa y oposición en Colombia. Maridajes y complicidades durante el primer año del gobierno de Pastrana. Dans: J. BONILLA & G. PATIÑO (éds.). *Comunicación y Política. Viejos conflictos, nuevos desafíos*. Bogotá: Centro Editorial Javeriano: 126–148.